

Violence Armée à L'est De La République Democratique Du Congo : De La Vulnérabilité De L'Ituri à La Velleite Expansionniste Des Pays Voisins

Warom Janvier¹, Kakura Uyewa²

Enseignant-chercheur, Université de Bunia

Abstract

This analysis note shows how the hand of the DRC's neighboring countries, in particular Uganda and Rwanda, is a weight in the destabilization of the eastern DRC and exacerbates armed violence because of the appetite that these neighboring countries are developing for natural resources in this region and by taking advantage of the vulnerability linked to the security, geographic and strategic contexts of Ituri.

Keywords: armed violence, vulnerability, expansionist tendencies, neighboring countries.

INTRODUCTION

L'histoire de la RDC post-colonisation est marquée par des cycles de conflit et de crises multiformes, du sommet de l'Etat à ses composantes : celles institutionnelle, de légitimité, guerre civile, conflits intercommunautaires, guerre d'agression, etc. Le type de la colonisation, la velléité du colonisateur (et d'autres puissances occidentales) à contrôler l'Etat même après son indépendance, les frustrations sociales, la convoitise des ressources naturelles, ... sont des éléments à considérer comme à la base de toute l'instabilité qui continue à hanter la RDC.

L'Ituri, comme les autres parties de la RDC, est l'une des régions les plus instables. Elle connaît toutes les crises dont souffre le pays. Ces différentes crises font d'elle une province vulnérable. Elle fait donc face à des menaces diverses sur son existence et son développement. Elle reste exposée à toute forme d'intention malveillante de la part des détracteurs (ou parfois et surtout de ses convoiteurs).

Cette vulnérabilité de l'Ituri expose donc la RDC à l'appétit vorace de ses voisins qui nourrissent depuis belle lurette la volonté de s'accaparer de certaine de ses parties, surtout celle riche en ressources, pour assurer leur ambition de se hisser en puissance régionale.

En Ituri, les frustrations communautaires sont permanentes comme le témoignent les nombreux cycles de violence tribale et ethnique. Des communautés se disent marginalisées, d'autres estiment qu'il y a des complots pour leur extermination, les minoritaires comme les pygmées font face à l'envahissement de leur milieu naturel par les exploitations abusives mais aussi leur marginalisation sociale par les autres communautés voisines. Le déplacement des Banyabwisha, depuis 2017, et l'activisme des ADF, du Nord-Kivu vers l'Ituri viennent installer une nouvelle forme de crise qui n'était encore que peu perceptible. Désormais un clivage si pas un conflit ouvert, comme celui que les Banyabwisha mènent dans les zones qu'ils veulent occuper dans le Sud du Territoire d'Irumu, est perceptible entre les communautés originaires

de l'Ituri réunies dans l'UNADI et celles venues d'autres provinces ayant leurs associations culturelles respectives.

Au-delà de ces différents faits énumérés comme base des violences communautaires, il faut rappeler que les conflits foncier liés à la gouvernance ou répartition des espaces entre les différents utilisateurs (souvent cultivateur, éleveurs et exploitant minier) est une question presque généralisée en RDC. Il faut mentionner les divers clivages ethniques ou intercommunautaires dont les récentes tueries de Mbanza Ngungu (Milice Mobondo à Kwamouche), de la Tshopo (entre le Mbole et les Lenga), etc.

Dans ces contextes, les Etats voisins montent des scénarii pour justifier l'incursion de leurs armées sur le sol congolais, voire l'exploitation des ressources de ces régions par des raisons des menaces sécuritaires auxquels ils seraient exposés du fait de l'activisme des groupes armés. C'est donc une question qui attise notre curiosité scientifique et nous permet d'engager une réflexion sur le degré de la vulnérabilité de la province de l'Ituri et ses implications dont la velléité hégémoniste des Etats voisins dans l'Est de la RDC. Cette recherche aspire à fournir des analyses sur le contexte des violences armées dans l'Est de la RDC et particulièrement de l'Ituri dont l'environnement géographique et le contexte sécuritaire mais aussi géopolitique accuse une complexité et accentue l'avarice des Etats voisins dans la destabilisation de la zone riche en ressources naturelles. Les résultats obtenus permettent de comprendre les circonstances ou contextes et motivations concrètes à la destabilisation de la région orientale de la RDC à travers une violence alimentée de toute part par l'entremise de ses propres pays voisins.

Etant qualitative, cette étude se base sur les données empiriques dont la technique d'observation a permis de repérer les évènements, les activités, des acteurs impliqués dans la destabilisation de l'Est de la RDC et particulièrement de la Province de l'Ituri. La technique documentaire a servi à la collecte d'informations essentielles à partir d'ouvrages, des articles des revues et d'autres documents officiels.

I. VULNERABILITE DE LA PROVINCE DE L'ITURI

Au regard des violences intermittentes et instabilité en Ituri, il est admis que cette entité accuse une vulnérabilité sécuritaire qui ne dit son nom. Les conflits ethniques, les luttes pour le contrôle des ressources naturelles, les invasions étrangères peuvent être pris en compte pour expliquer cette fragilité de l'Ituri.

1. Conflits armés

C'est depuis l'avènement de l'AFDL (1996-1997) et les rebellions qui ont éclatées le 02 Aout 1998 que l'Ituri a été plongé dans une dynamique de conflit qui a duré jusqu'à 2005. Bien que des conflits cycliques opposaient certaines ethnies auparavant dont les Hema et les Lendu, les violences ont atteint leur paroxysme en Ituri avec les guerres dites d'agression suivi des conflits interethniques et des luttes armées. « Les chroniqueurs qui ont relaté les conflits inter-ethniques en Ituri savent qu'ils sont intermittents. Ils constatent aussi que, dès que ces conflits reprennent, c'est toujours avec plus de violence, malgré les multiples tentatives des pouvoirs publics pour les éradiquer »¹.

Cette dynamique de conflit a soumis l'Ituri à être administré par une rébellion qui était sous les charmes des crises internes conduisant à sa fragmentation. D'abord la tension permanente au sein du RCD et puis RCD-ML entraîna une désintégration administrative de l'Ituri. Cette entité fut morcelée en plusieurs entités autonomes sous contrôle respectivement du MLC de Jean pierre BEMBA, du RCD-K/ML de MBUSA NYAMWISI, de l'UPC de Thomas LUBANGA, Du FNI de Floribert NDJABU, de la FRPI de Germain KATANGA, du PUSIC de Yves KAHWA et des FAPC de Jérôme KAKWAVU.

¹ Jean Omasombo Tshonda (sous la direction de), *Ituri : Terre et identités sous tension*, MRAC, Belgique 2021, p371

Face à l'absence de l'Etat, les acteurs politiques, individuels et/ou collectifs, forment des groupes d'auto-défense communautaire et en mouvements politico-militaire. Sur fond de la lutte pour la protection de leurs communautés ou de la conquête du pouvoir voire de la reconquête du pouvoir, chacun de ces acteurs ou groupe d'acteurs a mis en place des stratégies d'opérations : mobilisation des éléments sur base ethnique, mobilisation des fonds à titre d'effort de guerre, conservation et extension de l'influence politique, conquête des espaces...

Cette situation a favorisé l'envahissement de l'Ituri par les pays voisins (déjà impliqués dans les crises congolaises depuis la révolution de l'AFDL) qui en ont profité pour revenir en RDC et exploiter les richesses naturelles d'un côté et de l'autre côté fournir la formation militaire aux différents miliciens qu'ils dotaient en armes, munitions et équipements. C'est dans ce contexte que des forces extérieures manipuleront la population, les communautés et les miliciens en leur guise.

Après les négociations et accords par le gouvernement congolais, avec les pays agresseurs d'une part et les groupes rebelles de l'autre part, qui ont certes abouti aux retraits des troupes étrangères, en 2003, les hostilités entre les deux communautés étaient loin de finir. Les massacres et destructions se sont intensifiés, jusqu'à ce que l'ONU mandate l'Union européenne, par l'entremise de l'opération Artémis conduite par la France, pour rétablir l'ordre, particulièrement en Ville de Bunia, chef-lieu de l'Ituri. Opération qui était suivie par l'arrivée de la Mission de l'Organisation des Nations-Unies au Congo et la mise en place d'une Commission de Pacification de l'Ituri pour garantir le retour de la région dans la situation normale.

Une décennie après, alors qu'il fallait consolider la paix et travailler pour panser les différentes blessures causées par ces atrocités, de nouvelles vagues d'exactions ont repris, visant initialement les sujets Hema et attribuées à une bande d'assaillants identifiés aux Lendu. D'abord non autrement identifiés, ils se revendiqueront ensuite comme les membres de groupes armés affiliés à la Coopérative pour le développement économique au Congo (Codeco). Ce groupe a étendu ses exactions par la suite, du territoire de Djugu où il est né vers celui de Mahagi et d'Irumu grâce à sa collaboration avec une autre milice née dans le groupement Chini ya Kilima dont elle portait la désignation avant de se nommer FPIC.

D'où, parallèlement aux exactions des groupes armés, suite aux inquiétudes mêlées aux frustrations et sentiment d'être abandonnés par le pourvoyeur de la sécurité collective, les victimes des exactions des groupes armés développent des mouvements d'autodéfenses (MAPI, ZAIRE, Chini ya Tuna) comme forces de contrepois face aux groupes armés qui agissent librement dans des zones dont le contrôle échappait totalement ou en partie au gouvernement congolais.

Comme on pouvait s'y attendre, ces groupes d'autodéfense, comme les assaillants, se livrent eux aussi à des actions similaires en représailles. Il s'installe un cycle de violences de plus en plus complexes instaurant une grande crise sécuritaire et un vide criant de l'Etat qui ne jouit plus de la totalité de ses compétences sur toute ou partie du territoire de la Province de l'Ituri. Pour Gérard BITANTAMIJE, « depuis la fin de la guerre froide, il est apparu des nouvelles formes de conflictualités localisées surtout à l'intérieur des Etats. Ces conflictualités, que certains analystes ont rapidement qualifié de « nouvelles guerres », ont conduit à la multiplication des Etats dits « fragiles »².

²Ibrahim MOUCHE et Al., *gouvernance et sécurité en Afrique Subsaharienne francophone : entre corruption politique et défis sécuritaires*, UPEACE, CRDI, Addis-Abeba, Ethiopie, 2015, p33

2. Ressources naturelles

Le contrôle des régions qui regorgent les ressources naturelles (minières) et l'exploitation de ces ressources font de l'Ituri une zone vulnérable sécuritairement à cause de la ruée des groupes armés qui y perpétuent des violences et les transforment en zone de tension et conflit permanente. Pour Tsumbu Gboro, « il y a lieu de comprendre, au-delà des raisons liées à la gestion des terres, que les considérations d'ordre économique ont été pour beaucoup dans l'exacerbation de la violence en Ituri »³. De ce fait, nous pouvons facilement dénombrer des groupes armés qui sont nés essentiellement dans les zones d'exploitation des ressources, en plus de celles qui s'activent pour y étendre leur zones d'influences.

1) Mai-mai Simba à Mambasa

Cette milice opère en Territoire de Mambasa, précisément autour de la Reserve de Faune à Okapi (RFO). Les circonstances de sa naissance se situent dans le mécontentement des autochtones suite à l'occupation de leur terre ancestrale par l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) pour la Reserve de Faune à Okapi (RFO) ; ce qui a limité les activités de ces derniers sur cet espace qu'ils utilisaient pour la chasse et l'exploitation minière. A ces propos, Eliezer Majambu et al attestent que «this discontent has led some members of the local communities and indigenous peoples to form an armed self-defence group called MAÏ-MAÏ SIMBA »;⁴ parlant de leur objectif ils indiquent que « their initial objective was to claim the restitution of their ancestral lands ».⁵

Ces réclamations ont conduit au braconnage par les autochtones frustrés de l'occupations de leurs territoires par des aires protégées les empêchant d'exercer leurs activités traditionnelles (chasse, agriculture) mais aussi l'implantation de la RFO dans cette contrée est une limitation de l'activité d'exploitation illégale des ressources précieuse dont ils étaient auteurs et/ou bénéficiaire. Assertion que confirment Eliezer Majambu et al "Since the beginning of the 2000s, the occupation of the Okapi Wildlife Reserve by foreign insurgencies has encouraged the illegal exploitation of natural resources with a high economic value, such as gold, diamonds, iron, cassiterite, wolframite, mercury, magnesium, coltan and wood".⁶

A l'actif de ce groupe dirigé par Paul SADALA appelé Morgan, on dénombre principalement les attaques contre les installations de la RFO dont la destruction des installations administratives de l'ICCN et le massacre des espèces protégés mais aussi des attaques contre les civils dans la région. Dressant le bilan des attaques contre la RFO Eliezer Majambu et al. attestent que « this attack resulted in the deaths of approximately fifteen okapis and, more particularly, of twelve people, two of them eco-wardens. Following this attack, the influence of the Institut Congolais de Conservation de la nature (ICCN) was reduced, as monitoring patrols were virtually suspended. The eco-wardens were afraid of being shot at by elements of the MAÏ-MAÏ SIMBA group which was considered particularly dangerous".⁷

Morgan fut tué le 14 avril 2014 à Molokai lors d'un échange de tirs entre ses éléments et les FARDC qui étaient parti négocier sa reddition. Après la mort de ce leader, il y a, en ces jours, plusieurs factions des

³ Jean TSUMBU GBORO, « Dynamique des conflits armés en province de l'Ituri de 1999 à 2015 » in *International Journal of Innovation and Applied Studies*, Vol.21No.3Oct.2017, pp.418-432, p422

⁴ Eliezer Majambu, Sylvia Kavira Muyisa and Symphorien Ongolo, *Biodiversity Governance and Regional Insurgencies in the Democratic Republic of Congo*, in Symphorien ONGOLO et al, *power dynamics in Africa Forests: the politics of global Sustainable*, London, 1st edition, 15 December 2023, p164

⁵ Idem

⁶ Eliezer Majambu, Sylvia Kavira Muyisa and Symphorien Ongolo, *op cit*,p157

⁷ Idem, p164

maï-maï dans la région qui s'activent plus autours de l'exploitation frauduleuse des ressources naturelles (minière et forestière).

2) Milice de Djugu et Irumu

Plus d'une décennie d'accalmie après les conflits interethniques de 1999-2003, une nouvelle violence voit jour en 2017 dans la province de l'Ituri. Qualifié d'« assaillants » un groupe non autrement identifié se livre à des exactions sur les civiles et attaque des positions militaires en Territoires pour s'accaparer d'armes et de munitions : « ils se revendiqueront ensuite comme les membres de groupes armés affiliés à la Coopérative pour le développement économique au Congo Codeco) ». ⁸ Dans sa version actuelle, CODECO⁹ est un groupe armé qui commet régulièrement des tueries, des massacres, des pillages et des incendies à travers certains territoires de l'Ituri. Alors que Ngujolo (reconnu comme tout premier chef de celle milice) avait pour préoccupation la propension de la religion traditionnelle, note KASEREKA KASENGESE Gabriel, « La dimension de la guerre aurait commencé plutôt avec un certain Mukpake qui avait initié le mouvement à Goki dans le groupement Dhendo, en secteur de Walendu/Pitsi. Celui-ci, aussi ancien membre de la FNI et pêcheur au lac, aurait connu des altercations avec la FARDC (Force Armée de la République Démocratique du Congo) dans lesquelles cette dernière aurait ramassé ses filets ». ¹⁰

Bien que né loin des zones minières, ce groupe armé a réussi à déplacer ses principales zones d'activité dans la région de Mongwalu (commune aurifère) et ses environs pour exercer un contrôle sur les différents puits miniers. Cette situation n'a pas tardé à permettre aux communautés concentrées dans cette zone de s'organiser en mouvement d'autodéfense pour faire face à ces violences des éléments de la milice Codeco et aussi protéger leurs zones d'activité minière. Parmi ces groupes d'autodéfense, le plus connu est le groupe « Zaire », localisé dans les villages environnant la commune de Mongwalu (Plutô, PiliPili, Mabanga, Mbijo, Lodjo, Galay, etc) et dans les zones lacustres.

Pour Musamba J. et Gobbers E. ¹¹, à mesure que l'or devient une source de financement plus importante, à la fois pour la CODECO et pour la jeunesse « Zaire », ce minerai devient aussi une motivation de plus en plus forte pour procéder à des extensions territoriales.

C'est dans ce contexte que ces zones minières sont devenues un lieu où se déroulent quotidiennement des affrontements entre les groupes armés dont la CODECO d'un côté et ceux dits autodéfense de l'autre côté principalement pour assurer le contrôle des activités minières. Cette même tendance peut être noté dans la zone lacustre où ces groupes luttent pour le contrôle des activités de pêche. Le cas des affrontements à Pluto, Lodjo, Saio, ... dans la région minière et à Café, Mbogi, Mukambu ... au bord du lac Albert.

⁸ Adolphe Agenonga Chober et Georges Berghezan, LA CODECO, AU CŒUR DE L'INSÉCURITÉ EN ITURI, LES RAPPORTS DU GRIP, 2021, p3

La Codeco était fondée en 1978 par Bernard Kabayonga Kakado dans la chefferie des Walendu Bindi pour y promouvoir l'agriculture et était bien implantée sur le marché de Bunia. Etant féticheur, Kakado aurait recruté parmi les agriculteurs des combattants pour faire face aux Bira dans un conflit foncier et a rallié la FRPI pendant le conflit ethnique avant de mourir en prison en 2011 après sa condamnation pour crime de guerre et meurtre durant le conflit précité. En effet, après la mort de son chef spirituel, la Codeco a, d'une part, migré vers le nord – de son berceau ngiti d'Irumu vers les secteurs des « Lendu-Nord » de Djugu – et, d'autre part, poursuivi sa mutation en une organisation religieuse structurée, qualifiée généralement de « secte ». Les rites et pratiques de la Codeco seraient inspirés par le godza, un esprit maléfique et violent qui, selon ses adorateurs, était déjà actif lors du conflit précédent, notamment en ordonnant des meurtres de Hema

⁹ KASEREKA KASENGESE Gabriel, « CODECO en Ituri, une Religion Traditionnelle Africaine « Polytendancielle » ? Tentative d'une compréhension pour une action pastorale efficace » in *Revue Internationale du Chercheur*, Volume 3 : Numéro 4, 15/12/2022, p446. Pour cet auteur, Ils (les assaillants) portaient la mention CODECO non pour signifier l'ancienne appellation de Gety mais plutôt la coopérative pour le développement de l'Est du Congo.

¹⁰ KASEREKA KASENGESE Gabriel, *op cit*, p455

¹¹ Musamba J. et Gobbers E., *Groupes armés, contrôle territorial, conflits fonciers et exploitation aurifères à Djugu, Ituri, République Démocratique du Congo*, IPIS, Anvers, 2023, p27

Dans le territoire d'Irumu, les activités de la milice FPIC sont aussi localisé dans les zones d'exploitation minière comme la localité de Mwanga, Nkunda ... où ils exploitent de l'or ; pas moins que la FRPI qui occupe la chefferie des Walendu Bindi, où des activités illégales d'exploitation de bois et les ressources minières (Or dans le groupement Baviba, Balazana, Tcheyi et Mont Omi).

En définitive, nous pouvons reconnaître avec Musamba J. et Gobbers E.¹² que «les hostilités ont commencé à Djugu, dans des régions agricoles et d'élevage comprenant peu de sites miniers, et ne se sont propagées que plus tard aux régions minières aurifères... Si les groupes armés de Djugu disposent de plusieurs autres sources de revenus, ces dernières années, l'or est devenu une source de financement de plus en plus importante ».

3. Menaces externes

Envahie à la suite de la rébellion de l'AFDL par les armées Ougandaise (UPDF) et Rwandaise principalement, l'Ituri continue à subir les envahissements de son territoire par les forces étrangères. On sait que l'Etat Congolais s'est longtemps trouvé coincé entre un monde externe très exigeant et une réalité interne anarchique. Sans arrêt, la RDC a été confronté aux tensions entre les intérêts internes, locaux et/ou nationaux, ceux des Etats de la région et les exigences extrarégionales. Tirailée entre ces diverses dynamiques, l'Etat congolais est menacé dans sa survie politique en tant qu'acteur légitime d'influence sur le jeu politique et socio-économique. Charles ONANA avoue ainsi que « la voracité des pays voisins de la RDC, qui rêvent de la dépecer avec l'appui de certaines puissances occidentales, est plus visible que jamais ».¹³

3.1. Incursion des armées étrangères

Les différends liés à la délimitation des frontières avec les Etats voisins sont à la base des incursions des armées des pays voisins sur le territoire iturien. Située au Nord-Est de la RDC, l'Ituri est limitée au Nord par le Soudan du Sud, à l'Est par l'Ouganda, au Sud par la province du Nord-Kivu et à l'Ouest par les provinces du Haut-Uélé et de la Tshopo ; la province de l'Ituri a des différends frontaliers en même temps avec le Soudan du Sud et l'Ouganda.

3.1.1. Avec le Soudan du Sud

Les contentieux frontaliers avec ce pays si situent en Territoire d'Aru principalement dans les localités de Kengezi-Base, Karagba, Ulendere, Liku, Angoroba, Nyai Kengezi, Aga et de Kimba. Les Sud Soudanais s'installent progressivement sur le territoire congolais. Bureau administratif, maisons de commerce et des habitations des sud soudanais ont été construit sur le sol congolais. La dernière incursion de l'armée Sud soudanaise a eu lieu le 27 février 2022 dans la localité de Karagba où ces militaires ont tué deux civiles et pillés les biens des citoyens. Plusieurs rencontres ont eu lieu entre les autorités des deux pays pour éviter ces violations.

3.1.2. Avec l'Ouganda

En plus de la mythique volonté ougandaise de contrôler les richesses minières de l'Ituri comme c'était le cas entre 1999 et 2003 où « l'Ouganda, en construisant et en reconstruisant les rebellions avait pour objectif de maintenir son contrôle sur les ressources stratégiques et économiques de l'Ituri »¹⁴, les

¹² Idem, p26-27

¹³ Charles ONANA, *Holocauste au Congo. L'Omerta de la communauté internationale. La France complice*, France, Ed. l'Artilleur, 2023, p18

¹⁴ TSUMBU GBORO J., *Dynamique des Conflits armés en Ituri 2003 à 2015*, Mémoire DES, inédit, UNIKIS, 2017, p94

contentieux frontaliers entre la RDC et l'Ouganda persistent depuis ces temps et concernent principalement trois territoires de l'Ituri: le territoire d'Aru, le territoire de Mahagi et le territoire d'Irumu.

1) En Territoire d'Aru

Dans ce territoire, la zone conflictuelle se situe entre la localité d'Ofo située sur le territoire congolais et le centre de Vura où est érigé le bureau douanier ougandais. Selon Innocent UNYON VAKPA KATUMBA ORUMA¹⁵, dans cette zone litigieuse les incidents sont réguliers, mais les plus inquiétants se sont produits au début du mois de juin 2015 lorsque des jeunes gens congolais armés de bâtons, de flèches, d'arcs et de lances se sont introduit dans cette zone pour revendiquer, selon eux, le sol de leurs ancêtres. Les douaniers congolais de leur côté en ont profité pour pousser leurs barrières près du centre de Vura, théoriquement situé en territoire ougandais. De ces incidents, les conséquences ci-après s'en sont suivis¹⁶ :

- Interdiction par les autorités ougandaises à la DGDA/Aru d'ériger son bâtiment administratif au niveau de la localité d'Ofo, en face de la barrière douanière ougandaise de Vura.
- La destruction par la police ougandaise de toutes les maisons que les Congolais étaient en train de construire dans la localité d'Ofo et la dispersion brutale des habitants de ladite localité.
- La fermeture unilatérale par les autorités Ougandaises de la barrière douanière à tout mouvement des véhicules et des motos avec, comme conséquences, des répercussions graves sur les activités commerciales.

2) En territoire de Mahagi

En Territoire de Mahagi, les incursions ougandaises sont régulièrement signalées dans les localités de Panzudu depuis Juin 2009, de Sissi Rodo où en aout 2013 plus de 300 militaires ougandais armés lourdement s'installent pour deux semaines avant de se retirer. Jusqu'à ces jours, ces types d'incursion sporadiques de l'armée ougandaise sont fréquents dans ces localités en Territoire de Mahagi. La dernière incursion du genre a eu lieu dans les localités d'URIWO, groupement Jupamamba en chefferie des War Palara en date du 02 novembre 2021.

3) En territoire d'Irumu

En Territoire d'Irumu ces incidents sont plus localisés sur le lac Albert. D'aucuns la situent à la récente découverte de gisements de pétrole sur l'île de Rukwanzi située au Sud de ce lac mais aussi aux repréailles de part et d'autre des forces navales de deux pays autour du contrôle des activités de pêche qui s'y déroulent.

3.2.Menace terroriste

Les menaces terroristes qui pèsent sur l'Ituri sont liés aux activités du genre mené par le groupe ADF qui, après avoir longtemps sévi au Nord-Kivu, a progressivement migré vers la province de l'Ituri, spécialement dans le territoire de Mambasa et celui d'Irumu.

Basé à l'Est de la RDC (précisément dans les Rwenzori), l'ADF participe à l'insécurité de cette région par des violences et des massacres des civils, des attentats et destructions des biens de la population mais surtout par des menaces terroristes.

Les ADF ont été un acteur clé dans une série de massacres autour de la ville de Beni, sans doute les pires violences que le pays a connues depuis une décennie. Il est cependant important de souligner que le

¹⁵ Innocent UNYON VAKPA KATUMBA ORUMA, *LA PROVINCE DE L'ITURI (RDC) Rôles des communautés de base face aux enjeux géostratégiques, géopolitiques et socio-économiques*, Paris, Harmattan, 2016, p17

¹⁶ Déclaration politique des parlementaires de l'Ituri publiée le 24 juin 2015.

groupe, dont le commandant Jamil Mukulu a été arrêté cette année, a largement abandonné son ambition de renverser le gouvernement ougandais. Il s'est en revanche ancré dans des dynamiques locales de violence, relativisant du coup son statut de groupe armé d'origine étrangère.¹⁷

Depuis 2014, avec la répression organisée par le Congo et l'Ouganda, ses degrés de violence s'augmentent et il étend ses menaces jusqu'en Ituri fort de son allégeance au groupe Etat Islamique(EI).

Innocent UNYON VAKPA KATUMBA ORUMA affirme que « Les incursions en Ituri des éléments du groupe armé ADF/NALU ont commencé au cours du premier semestre de l'année 2014, cela certainement suite à la traque dont ils étaient l'objet de la part des Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans la province du Nord-Kivu ». ¹⁸Acceptation similaire à celle de Pierre Claver OYONO AFANE qui atteste que « ...sont particulièrement prisées les zones où l'autorité de l'État peine à s'exercer. Elles deviennent le refuge des terroristes, démontrant le rôle important joué par la géographie physique et humaine dans la dynamique expansionniste de cette menace. Conjugué au déficit de gouvernance, ce facteur rend assez vulnérables de nombreux États »¹⁹.

Son implantation en Ituri (précisément à Mambasa et au Sud-Irumu) est liée au fait qu'il a trouvé des régions forestières qui lui constituent des zones de cachette et des opportunités d'affaires car ils peuvent désormais exploiter les bois, l'or et les commercialiser.

En outre, la proximité de l'Ituri avec l'Ouganda, le Kenya et le Soudan où les actes terroristes sont très fréquents depuis le début de ce troisième millénaire accroît la vulnérabilité sécuritaire de cette province d'autant plus que la porosité des frontières du pays et la fragilité de ses services de sécurité ne permettent de mettre en place des mécanismes efficaces pour contenir ces menaces.

Compte tenu de la vulnérabilité de cette entité, l'Etat congolais met en œuvre des stratégies de sa survivance en tant que partie intégrante du territoire national malgré les velléités irrédentistes et les risques d'implosion de son territoire à la solde de cette vulnérabilité. Par ricochet, les pays voisins (dont le principalement le Rwanda et l'Ouganda) veulent profiter de cette vulnérabilité des entités congolaises pour matérialiser leur volonté expansionniste sur certaines parties du territoire congolais avec la complicité de leur parrains occidentaux comme l'exprime BONGELI « Le pire est que, à ce jour, l'Occident se cache derrière certains pays voisins pour exploiter cette faiblesse de nos dirigeants et installer au pays d'inepugnables foyers de tension ».²⁰

2. VELLEITE EXPANSIONNISTE DES ETATS VOISINS

L'instabilité sécuritaire, politique et économique dans les Grands lacs démontre que la récurrence de l'insécurité en RDC est intrinsèquement liée à l'afflux vers les ressources et surtout à la volonté de certains Etats voisins d'occuper certaines parties du pays. Dans les lignes qui suivent, nous allons montrer que les raisons, notamment sécuritaires, que l'Ouganda et le Rwanda évoquaient il y a de cela quelques temps pour justifier l'intervention de leurs troupes en RDC ne sont qu'un subterfuge.

2.1. Ouganda

Le contexte de l'agression ougandaise en RDC remonte à l'hébergement de ses opposants dont l'ADF-NALU au Zaïre et parfois leur utilisation par le régime de Mobutu pour freiner ses ambitions dans la sous-région. KASEREKA MWANAWAVENE écrit à cet effet que « la présence de ces rebellions armées sur

¹⁷ Jason K. Stearns et Christoph Vogel, *Cartographie des groupes armés dans l'est du Congo*, GEC, 2015, p5

¹⁸ Innocent UNYON VAKPA KATUMBA ORUMA, *op cit*, p23

¹⁹ Pierre Claver OYONO AFANE, *Le terrorisme et l'État en Afrique Dynamiques dysfonctionnelles et perspectives pour une étatisation intelligente*, Paris, L'Harmattan, 2022, p79

²⁰ Émile Bongeli Yeikelo ya Ato, *Sociologie politique Perspectives africaines*, France, Paris, L'Harmattan, 2020, p479

les territoires Zaïrois et Soudanais est la pomme de discorde entre Kampala, Kinshasa et Khartoum et est le motif de la vengeance de MUSEVENI contre MOBUTU »²¹. A lui de poursuivre qu' « en fait, outre le mouvement rebelle qu'il soutient en riposte, l'aide de Kampala à la rébellion de John GARANG a stimulé le Soudan, en connivence avec MOBUTU, d'utiliser les aérodromes Zaïrois de l'est, notamment la piste de Béni et de Bunia pour tous ravitaillement de ces rebelles »²².

C'est dans ce contexte que l'Ouganda nourrit une grande haine contre le Zaïre. Il fallait attendre l'alliance qui se constituait pour combattre le régime de Mobutu pour voir l'Ouganda s'impliquer activement aux cotés des groupes constitués pour cette fin. Ainsi, l'Ouganda a contribué en hommes, matériels, etc. pour la matérialisation de cette rébellion.

L'objectif du renversement du pouvoir de Mobutu étant atteint par l'installation des leaders de l'AFDL au pouvoir. L'Ouganda nourrit l'ambition d'un leadership régional et se rend compte que cette ambition est réalisable, en partie, avec une hégémonie sur la RDC, utilisant les ressources dont regorge ce pays. Malheureusement, le malentendu créé sur fond de l'incompréhension avec les dirigeants de l'AFDL est un frein pour cette ambition ougandaise.

Ainsi, pour valoir son ambition et perpétuer son contrôle sur les parties riches en ressources minières, l'Ouganda, crée des groupes rebelles pour rester présent dans le circuit politique de la RDC et surtout exercer un contrôle quotidien sur certaines entités de l'Est du pays, notamment le RCD et les groupes armés ethniques de l'Ituri.

Dans le contexte de conflit interethnique en Ituri, l'Ouganda est devenu, à travers les rebellions créées dans cette partie d'abord, et par la suite par sa propre armée, le UPDF, le principal régulateur des violences en soutenant tant militairement que politiquement les différents groupes armés qui s'affrontaient. A la suite d'Innocent Unyon Vakpa Katumba Oruma²³ selon qui « la création de tous les groupes politiques armés de l'Ituri était pratiquement suscitée ou appuyée par l'Ouganda. C'est également un fait que tous les groupes politiques armés qui se sont affrontés dans la région de l'Ituri ont été, d'une manière ou d'une autre, des protégés du gouvernement ougandais », TSUMBU GBORO²⁴ note qu'« à travers son armée, les UPDF, l'Ouganda a créé et soutenu militairement et politiquement tous les groupes armés locaux de l'Ituri. Sa(Ouganda) finalité a été très stratégique et économique. En effet son objectif était : d'éloigner loin de ses frontières les ADF/NALU et les éléments de la LRA ; de confirmer son leadership dans la région de grands lacs ; d'étendre sa zone d'influence ; d'exploiter les ressources économiques et stratégiques ».

Ainsi, l'Ituri est passé sous la gestion de l'Ouganda de 1999 jusqu'à 2003. Celui-ci était le gestionnaire de toutes les forces militaires et politiques de la région où il procédait à la nomination et révocation des dirigeants. « En effet, c'est quelques semaines seulement après avoir installé leur quartier général à Bunia au début de la guerre d'agression que les ougandais commencèrent déjà à s'ingérer dans les affaires intérieures de la République Démocratique du Congo en général et de l'Ituri en particulier »²⁵, Innocent Unyon Vakpa Katumba Oruma précise que « La première ingérence grave fut le décret signé en date du 18 juin 1999 par le Général ougandais Kazini alors commandant des troupes ougandaises en République

²¹ KASEREKA MWANAWAVENE, *op cit*, sp

²² KASEREKA MWANAWAVENE, *op cit*, sp

²³ Innocent Unyon Vakpa Katumba Oruma, *LE CONFLIT ARMÉ EN ITURI La problématique de sa prévention et de sa gestion*, Harmattan, Paris, 2009, p66

²⁴ TSUMBU GBORO J., *Dynamique des Conflits armés en Ituri 2003 à 2015*, Mémoire DES, inédit, UNIKIS, 2017, p42

²⁵ Innocent Unyon Vakpa Katumba Oruma (2009), *op cit*, p66

Démocratique du Congo. Ce décret créa la province de l'Ituri (et du Haut Uélé) et nomma Madame Lotsove, A. comme gouverneur de cette nouvelle entité »²⁶.

A partir de ce moment, l'Ouganda était devenu le « faiseur des rois » dans la région de l'Ituri. Pour cela « l'Ouganda quant à elle, en construisant et en reconstruisant les rebellions avait pour objectif de maintenir son contrôle sur les ressources stratégiques et économiques de l'Ituri »²⁷.

Dans la quête de l'extension de son hégémonie dans la partie Est de la RDC, voulant conquérir Kisangani, il s'est heurté au Rwanda avec qui il partage, séparément, la même ambition (nous y reviendront dans les lignes qui suivront). Notons cependant que malgré son retrait depuis mai 2003 au bénéfice de l'Accord signé en septembre 2002 à Luanda (Angola), l'Ouganda continue de nourrir son ambition de contrôler cette partie de la RDC comme le témoigne les nombreuses incursions de son armée sur le territoire congolais (réurrence des incidents frontaliers sur le lac Albert notamment à propos de l'île de Rukwanzi en Irumu, dans les localités de PANZUDHU, SISI et RODHO en Territoire de Mahagi, rivalité entre la localité d'Ofo située sur le territoire congolais et le centre de Vura où est érigé le bureau de douane ougandais)²⁸.

Pour Agenong'a Chober, « Officiellement, les puissances étrangères impliquées dans cette guerre se sont retirées. À la fin du mois de mai 2003, l'Ouganda n'avait plus des troupes sur le sol congolais. En revanche, le désengagement des troupes étrangères n'a pas marqué la fin de leurs actions subversives et de l'activisme des groupes armés en RDC »²⁹.

2.2. Rwanda

Comme l'Ouganda, le Rwanda semble avoir un vieux contentieux avec le Zaïre de Mobutu. Les interventions militaires Franco-Zaïroise pour sauver HABYARIMANA et son régime face au FPR (composé des exilés Tutsi en Ouganda) qui tente de prendre le pouvoir à Kigali avec l'aide de Kampala d'Octobre 1990 à mars 1991 constitue le point de départ de ce contentieux.

En effet, le crash le 06 avril 1994 de l'avion du Président HABYARIMANA, du retour de la Tanzanie où se déroulaient les tractations sur l'application des accords d'Arusha, a précipité le Pays dans le chaos. Outre le massacre des opposants Hutu modérés, le génocide des Tutsis a créé les conditions de prise du pouvoir par le FPR en juillet 1994 mettant ainsi fin au long exil des Tutsis. Ce retour à la case de départ laisse entier l'enjeu de la lutte pour le pouvoir et l'antagonisme Hutu/Tutsi. Dès lors, l'exil de plus de deux millions des Hutus à l'Est de la RDC et parmi lesquels se trouvent les génocidaires présumés dont l'esprit de revenge est perçu par Paul KAGAME comme une menace mortelle à son pouvoir. Il a compris que stabiliser son régime dans la durée est une question de vie ou de mort.

Pour cette fin, Kagame fixe à ses forces armées des objectifs spécifiques ci-après, à atteindre dans le cours terme³⁰ : Démanteler le camp des réfugiés Hutu installés à l'est du Zaïre ; Détruire la structure des forces armées rwandaises et des milices interhamwe ; Abattre le régime de Mobutu et installer à Kinshasa un régime de paille (manipulable) à la solde de Kigali.

Ainsi, par le biais du pouvoir de l'AFDL et ensuite par les groupes armés créés (cfr infra), Kigali occupe dès lors (1997) la partie est de la RDC, y exerce un pillage systématique des ressources congolaises. Le

²⁶ Idem

²⁷ TSUMBU GBORO J., op cit, p94

²⁸ Lire à cet effet Innocent Unyon Vakpa Katumba Oruma, *LA PROVINCE DE L'ITURI (RDC) Rôles des communautés de base face aux enjeux géostratégiques, géopolitiques et socio-économiques*, op cit, p15-19

²⁹ Adolphe AGENONGA CHOBER, *La Géopolitique d'une Afrique en ébullition : la région du Centre, nouveau laboratoire des opérations de maintien de la paix ? Regard sur la RCA, la RDC et le Soudan du Sud*, Edilivre, 2017, p97.

³⁰ KASEREKA MWANAWAVENE, *cours de la géopolitique*, UNIBU, L2 SP, inédit, 2012-2013, sp

Rwanda y a mis en place des mécanismes de contrôle économique et des réseaux mafieux qui y perpétuent l'entreprise rwandaise. L'omniprésence de Kigali se manifeste par des réseaux d'homme d'affaires rwandais, par des bataillons spécialisés qui y entretiennent la sécurité à la solde du Rwanda dont l'ombre le plus visible actuellement est le Mouvement du 23 Mars/Alliance Fleuve Congo (M32/AFC) mais aussi la présence des éléments de Rwandan Defense Force (RDC) aux côtés des rebelles M23 actifs dans le Kivu.

De ce qui précède, il ressort que les enjeux de l'intervention rwandaise en RDC restent moins sécuritaire que la quête de son rayonnement au niveau de la sous-région qui passe par l'occupation et l'exploitation des richesses de la RDC ; c'est une thèse que confirme Blaise Sary Ngoy en affirmant que « dès le début de la guerre, les dirigeants rwandais se nourrissaient de l'ambition d'étendre la frontière de leur pays vers l'est du Congo. Ils ont nié cette évidence, mais elle constitue le mythe fondateur de la conscience collective qui est vécue dans les cercles au Rwanda »³¹. A lui de poursuivre : « ...Ce butin de guerre, longtemps caché, s'ajoutait au premier, et qui était visible, à savoir : le pillage des ressources du pays »³².

2.3. Affrontement des armées étrangères à Kisangani

Les armées Ougandaise et rwandaises se sont affrontée successivement du 05 au 10 juin 2002 dans la ville de Kisangani dans ce qu'on a appelée « la guerre de six jours ». Ces deux armées étrangères s'étaient déjà affrontée dans la même ville en aout 1999 et le 05 mai 2000. La guerre de six jours a spécialement retenue l'attention puisque les deux armées «se sont livrées à des attaques indiscriminées à l'arme lourde, tuant entre 244 et 740 civile selon certaines sources, en blessant plus de 1000 et provoquant le déplacement de milliers de personnes »³³et des violations massives de droits humains étaient au rendez-vous. Ainsi, « les deux armées ont également détruit plus de 400 résidences privées et gravement endommagé des biens publics et commerciaux, des lieux de culte, dont la Cathédrale catholique Notre Dame, des établissements sanitaires, dont des hôpitaux »³⁴.

L'armée Ougandaise installée à Lubunga et l'armée rwandaise ont lancé plusieurs obus sur la ville. Le groupe Justice et libération estime pour sa part que ces combats à l'arme lourde –le chiffre de plus de 6600 obus tirés sur la ville est souvent cité- causèrent environ un millier de morts et au moins 3000 blessés, dont une majorité de civil.³⁵

Ces affrontements ont permis au Rwanda de battre l'Ouganda qui était obligé de se replier sur l'Ituri. Le Rwanda quant à lui s'est retiré de la ville qu'il a placée sous l'Administration de ses supplétifs. Tout porte à croire que ces deux Etats nourrissent l'ambition d'agrandir leur puissance dans la sous-région grâce à l'espoir d'avoir le contrôle sur certaines localités de la RDC.

Tableau1 : Localités congolaises convoitées (voire occupées) par les pays voisins

| n° | Pays convoiteurs | Localités convoitées | observations |
|----|------------------|--|--------------|
| 1 | Ouganda | Territoire d'Irumu : Rukwanzi Territoire de Mahagi : Panzudu, Rodo, Sisi, Uriwo, | |

³¹ Blaise Sary Ngoy, *LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE JOSEPH KABILA Les politiques étrangères des États menacés de décomposition*, Harmattan, Paris, 2014, p82-83

³² Blaise Sary Ngoy, op cit, p82-83

³³ Rapport Mapping, ONU, 2010

³⁴ Libre Afrique, RDC : il y a 20 ans, le Rwanda et l'Ouganda menaient la « guerre de six jours » à Kisangani, 5 juin 2020 disponible sur <https://afrique.la.libre.be>

³⁵ Libre Afrique, op cit,

| | | | |
|---|----------------------|---|--|
| | | Lac Albert Territoire d'Aru : Ofo | |
| | Rwanda | Bunagana, Gisiza, Gasiza, Bugusa, Bikende-Bugusa, Kinyamahura, Rwambeho, Tshongerero, Rubavu et Basare, Runyoni et Tchanzu au Nord-Kivu | |
| 3 | Burundi | Uvira : plaine de Ruzizi, Bijombo | Sous prétexte de traquer les red tabara, l'armée Burundaise a menée plusieurs opérations secrètes. Avant l'officialisation d'un accord militaire entre les deux pays en 2023 |
| 4 | Angola ³⁶ | Shakadiata ; Shahono ; Shahingi ; Kabengele ; Shamufuka ; Kambangunzi ; Tshakala ; Shayimbwanda ; Shahidi ; Kalumbandi et Shashindingi. | |
| 5 | Sud Soudan | Territoire d'Aru : Karagba, Ulendere, Liku, Angoroba, Nyai Kengezi, Aga, Kangezi Base et Kimba | |
| 6 | RCA | Nord-Ubangi principalement dans les territoires Bosobolo et Mobayi-Mbongo au Nord-Ubangi | Ce sont les rebelles des Anti-Balaka qui font constamment leur incursion et commettent des exactions sur les civiles |

Source : WAROM J. et WANICHAN C. I. (2024), « processus de désarmement, démobilisation et réinsertion des Forces de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) Bilan et blocages. De 2017 à 2022 », *Revue Internationale du Chercheur*, vol 5 : numéro 3, pp1087-1114,

Il ressort de ce qui précède que ces pays voisins de la RDC n'ont pas que l'ambition de contrôler les richesses de la RDC mais aussi et surtout d'étendre leurs puissances au-delà de leurs frontières visant plus les parties congolaises avec des ressources stratégiques. Les affrontements d'UPDF avec la FARDC pour le contrôle de l'île de Rukwanzi est encore un exemple éloquent dans la région sous étude : la naissance d'un nouvel Etat pétrolier suscite des convoitises. En juillet 2007, l'armée congolaise a capturé plusieurs militaires ougandais sur un navire patrouillant du côté congolais du lac... le mois suivant, la tension est encore montée d'un cran. A proximité de la petite île de Rukwanzi, située sur le Lac Albert, des tirs ont été échangés entre une patrouille de l'armée congolaise et des militaires ougandais qui se trouvaient à bord

³⁶Députés Nationaux, originaires du District du Kwango, *Déclaration politique sur l'invasion angolaise*, Kinshasa, le 10 mars 2007.

d'une barge de la compagnie Heritage oil ... depuis cet incident, la RDC et l'Ouganda revendiquent leur souveraineté sur ce caillou de 3km de diamètres, jusqu'à présent sous administration congolaise...

CONCLUSION

La RDC est confrontée à des menaces sécuritaires très sérieuses dont le risque d'implosion de son territoire dû à un kaléidoscope de groupes subversifs qui se sont solidement enracinés, dont certains rivalisent avec l'État et lui font perdre le contrôle de certaines parties de son territoire national. La résurgence et/ou la persistance de ces mouvements subversifs est liée à la rentabilité d'une économie criminelle établie dans ses régions riches en minerais, la circulation illicite des ALPC sans oublier les appuis financiers et matériels qu'ils reçoivent des multinationales et des États étrangers avec parfois des complicités internes dont certains leaders politiques et militaires sont du nombre de ceux qui entretiennent ces groupes armés. En outre, les inégalités sociales, la mauvaise répartition des richesses (redistribution des ressources) nationales, la détérioration des conditions sociales de la population, la difficulté d'accéder aux services sociaux de base, ... sont des pesanteurs d'une tension entre différentes couches sociales, ethniques, communautaires.

La violence est souvent le produit de la faiblesse d'un Etat, incapacité de proposer ses services sur l'ensemble du territoire et dépourvu des moyens d'exercer ses missions régaliennes (sécurité du territoire, sécurité des populations et exercice de la justice), et d'assurer un environnement favorable au développement humain durable, à la cohésion sociale et à une vie économique orientée vers la croissance et la création d'emploi.³⁷

Au bord d'une implosion, la RDC ne fait pas seulement face aux menaces extérieures mais aussi aux différents groupes armés qui pullulent surtout dans la partie Est de la République.

Ces milices sont, dans la plupart de cas instrumentalisées par les pays voisins qui ne veulent pas lâcher leurs contrôles sur le territoire congolais.

Cette fabrication des groupes rebelles a accru la vulnérabilité de la RDC et entraîné une sécurité fragile dans la région, surtout Est de la RDC. Les mouvements subversifs qui bénéficient des appuis de ces États s'investissent dans le pillage, les massacres et des graves violations des droits humains et participent à l'instauration d'une économie criminelle basée sur l'exploitation illégale des ressources et trafic illicite des ALPC.

La richesse en or, coltan, cassitérite et wolframite représente une manne financière pour les groupes armés qui exploitent les mines, notamment pour leur profit personnel, taxent illégalement les creuseurs, transporteurs et négociants et passent les minerais en fraude dans les pays voisins. Ces entrées d'argent facile et en grande quantité, sans être la cause du conflit, encouragent sa perpétuation.³⁸ Etat de chose qui nous mène à la conclusion selon laquelle le Congo (surtout dans sa partie Est) est passé du caoutchouc rouge au coltan, or, cassitérite... rouge.

BIBLIOGRAPHIE

1. Adolphe Agenonga Chober et Georges Berghezan, *la codeco, au cœur de l'insécurité en Ituri*, les rap-

³⁷ MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES, *Approche française pour une réduction de la violence armée*, Mai 2012, p9

³⁸ Amandine GNANGUËNON (sous la direction de), *Les défis stratégiques africains : la gestion de la conflictualité en Afrique Centrale*, Etude de l'IRSEM, n°25, France, 2013, p9

- ports du grip, 2021,
2. Adolphe AGENONGA CHOBER, *La Géopolitique d'une Afrique en ébullition : la région du Centre, nouveau laboratoire des opérations de maintien de la paix ? Regard sur la RCA, la RDC et le Soudan du Sud*, Edilivre, 2017,
 3. Amandine GNANGUËNON (sous la direction de), *Les défis stratégiques africains : la gestion de la conflictualité en Afrique Centrale*, Etude de l'IRSEM, n°25, France, 2013,
 4. Blaise Sary Ngoy, *LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE JOSEPH KABILA Les politiques étrangères des États menacés de décomposition*, Harmattan, Paris, 2014, p82-83
 5. Charles ONANA, *Holocauste au Congo. L'Omerta de la communauté internationale. La France complice*, France, Ed. l'Artilleur, 2023, p18
 6. Déclaration politique des parlementaires de l'Ituri publiée le 24 juin 2015.
 7. Députés Nationaux, originaires du District du Kwango, *Déclaration politique sur l'invasion angolaise*, Kinshasa, le 10 mars 2007.
 8. Eliezer Majambu, Sylvia Kavira Muyisa and Symphorien Ongolo, *Biodiversity Governance and Regional Insurgencies in the Democratic Republic of Congo*, in Symphorien ONGOLO et al, *power dynamics in Africa Forests: the politics of global Sustainable*, London, 1st edition, 15 December 2023,
 9. Émile Bongeli Yeikelo ya Ato, *Sociologie politique Perspectives africaines*, France, Paris, L'Harmattan, 2020, p479
 10. Ibrahim MOUICHE et Al., *gouvernance et sécurité en Afrique Subsaharienne francophone : entre corruption politique et défis sécuritaires*, UPEACE, CRDI, Addis-Abeba, Ethiopie, 2015,
 11. Innocent UNYON VAKPA KATUMBA ORUMA, *LA PROVINCE DE L'ITURI (RDC) Rôles des communautés de base face aux enjeux géostratégiques, géopolitiques et socio-économiques*, Paris, Harmattan, 2016,
 12. Innocent Unyon Vakpa Katumba Oruma, *LE CONFLIT ARMÉ EN ITURI La problématique de sa prévention et de sa gestion*, Harmattan, Paris, 2009,
 13. Jason K. Stearns et Christoph Vogel, *Cartographie des groupes armés dans l'est du Congo*, GEC, 2015,
 14. Jean Omasombo Tshonda (sous la direction de), *Ituri : Terre et identités sous tension*, MRAC, Belgique 2021,
 15. Jean TSUMBU GBORO, « Dynamique des conflits armés en province de l'Ituri de 1999 à 2015 » in *International Journal of Innovation and Applied Studies*, Vol.21No.3Oct.2017, pp.418-432,
 16. KASEREKA KASENGESE Gabriel, « CODECO en Ituri, une Religion Traditionnelle Africaine « Polythéodicienne » ? Tentative d'une compréhension pour une action pastorale efficace » in *Revue Internationale du Chercheur*, Volume 3 : Numéro 4, 15/12/2022.
 17. KASEREKA MWANAWAVENE, *cours de la géopolitique*, UNIBU, L2 SP, inédit, 2012-2013,
 18. Libre Afrique, RDC : il y a 20 ans, le Rwanda et l'Ouganda menaient la « guerre de six jours » à Kisangani, 5 juin 2020 disponible sur <https://afrique.libre.be>
 19. MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES, *Approche française pour une réduction de la violence armée*, Mai 2012,
 20. Musamba J. et Gobbers E., *Groupes armés, contrôle territorial, conflits fonciers et exploitation aurifères à Djugu, Ituri, République Démocratique du Congo*, IPIS, Anvers, 2023,
 21. Pierre Claver OYONO AFANE, *Le terrorisme et l'État en Afrique Dynamiques dysfonctionnelles et perspectives pour une étatisation intelligente*, Paris, L'Harmattan, 2022,

22. TSUMBU GBORO J., *Dynamique des Conflits armés en Ituri 2003 à 2015*, Mémoire DES, inédit, UNIKIS, 2017,
23. WAROM J. et WANICHAN C. I. (2024), « processus de désarmement, démobilisation et réinsertion des Forces de résistance patriotique de l’Ituri (FRPI) Bilan et blocages. De 2017 à 2022 », *Revue Internationale du Chercheur*, vol 5 : numéro 3, pp1087-1114.